



## Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

## Note réactive du mois

### N° 64 – Allemagne budgets modèles pour les Länder de l'ex-RDA



Le pays, qui a mis en place la « règle d'or » ainsi qu'un « frein à l'endettement » (Schuldenbremse) en 2011 franchit cette année une étape aussi importante que symbolique : pour la première fois et ensemble, les cinq « nouveaux Länder » et la ville de Berlin ont clos leur exercice budgétaire avec une situation excédentaire. Un bénéfice utilisé majoritairement pour le remboursement de la dette.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

#### Canada



Nancy Cheng, vérificatrice générale adjointe, a présenté le 28 mai au Parlement les **conclusions du rapport sur les régimes de retraite du secteur public** qui représentent un passif net de 150 milliards de dollars dans le budget fédéral. Trois recommandations ont été faites **et acceptées** par les entités auditées : nécessité de procéder à des **évaluations régulières** des régimes de retraite, mise au point en amont d'une **politique de financement** pour chacun des trois régimes (Fonction publique, Forces canadiennes et Gendarmerie royale du Canada) et préparation d'une **proposition de rapport de synthèse**, qui présenterait de l'information claire et compréhensible, pour examen par le président du Conseil du Trésor.

[en savoir plus](#)

#### Pays-Bas



Placé sous le signe de l'**innovation**, le **9<sup>e</sup> congrès de l'EUROSAI** (Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Europe) s'est tenu à La Haye du 15 au 19 juin. 35 ateliers étaient proposés aux 200 participants pour leur permettre d'échanger sur des thèmes tels que « **efficience et durabilité** », « **participation des citoyens** » ou « **nouveaux moyens de communication** ». Dans son discours d'ouverture, le Dr Josef Moser, Secrétaire général de l'INTOSAI et président de la Cour des Comptes autrichienne, a mis l'accent sur la **contribution essentielle des juridictions aux réformes** que mettent en œuvre les administrations et sur leur rôle dans le programme de développement « Post-2015 » des Nations unies.

[en savoir plus](#)

## Portugal



Réagissant face à la décision de la Cour constitutionnelle qui a **rejeté le 30 mai trois mesures de la loi de finances 2014** (baisse de 2 à 12 % des traitements supérieurs à 675 euros, baisse des indemnités journalières et de chômage, révision du mode de calcul des pensions de réversion), Maria Luis Albuquerque, ministre des Finances, a indiqué que le pays **renoncerait au versement de la dernière tranche du prêt accordé par la Troïka**. Selon elle, le gouvernement ne présentera pas de mesures de remplacement tant que la haute juridiction n'aura pas procédé à **l'examen complet du budget** ; elle estime en outre que demander une prolongation de délai aux trois institutions ferait perdre de la crédibilité au pays aux yeux des investisseurs.

[en savoir plus](#)

## Suisse



Opposé initialement à son **assujettissement à la loi sur la transparence**, le Contrôle fédéral des Finances en tire un bilan globalement positif. Même s'il constate que la publication de ses rapports rend parfois la collaboration avec les audités plus difficile, il estime que la **transparence n'entrave pas l'exercice de ces missions**. Selon Michel Huissoud, son directeur, on peut affirmer que les législations sur la transparence et sur le contrôle des finances poursuivent des finalités très proches. Par ailleurs, le CDF **publiera de manière systématique les rapports présentant un intérêt pour le public**. Il ne proposera pas de dérogation dans le cadre de l'évaluation de la loi, récemment lancée par l'Office fédéral de la justice.

[en savoir plus](#)

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public

### Belgique



Le deuxième volet de la sixième réforme de l'État est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Il se caractérise par le **transfert aux trois régions** (Flandres, Wallonie et Bruxelles-Capitale) **et aux trois communautés** (flamande, française et germanophone) **de nouvelles compétences** parmi lesquelles figurent le traitement des allocations familiales, le marché de l'emploi, les dépenses de santé, l'aide aux personnes âgées, la loi sur les loyers, la formation à la conduite, le contrôle technique, les maisons de justice et la gestion des avantages fiscaux (liés aux emprunts hypothécaires). Les compétences transférées représentent **un montant de 20 milliards d'euros**, ce qui aura pour effet de **faire croître le budget des régions de 50 %**.

[en savoir plus](#)

### Finlande



Après avoir effectué en 2007 une importante réforme de l'organisation territoriale de l'État (ALKU), effective depuis 2010, le pays projette maintenant de « **mutualiser** » **un certain nombre de fonctions support** des agences administratives régionales : ressources humaines, budget et finances, communication, administration générale, ressources documentaires, gestion immobilière, approvisionnement et logistique, services informatiques. Chacune de ces fonctions deviendra une « **zone de responsabilité** » et **sera affectée à l'une des agences**. Le système devrait être opérationnel dès le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Un rapport intermédiaire vient de préciser les détails de la mise en œuvre.

[en savoir plus](#)

### Union européenne



Le dernier numéro de la *Revue de l'OFCE* se penche sur les réformes à mener en matière de **bonne administration de l'Union européenne**. L'article d'Imola Strehö détaillera les fondements juridiques, le rôle du Médiateur européen, l'utilité du Code européen de bonne conduite administrative et des divers sites Internet à destination des citoyens européens. Il analyse, en outre, le **ressenti des Européens** sur l'administration de l'Europe et préconise quelques réformes, notamment la **formalisation du Code de bonne conduite** en un règlement du Parlement et du Conseil pour rendre son application identique dans toutes les institutions et agences de l'Union et la création d'un **portail unique d'information**.

[en savoir plus](#)

## 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

### Burkina Faso



Le pays fait figure de modèle en Afrique de l'Ouest francophone en matière de **transparence et de lutte anti-corruption**. Ainsi, une [plateforme](#) d'accès aux données publiques, développée sous l'autorité du ministère du Développement numérique et avec l'aide financière et technique de la Banque mondiale, est actuellement à l'essai. L'ouverture de ces données doit **bénéficier à la croissance économique et permettre un contrôle citoyen des dépenses publiques**. Parallèlement, le rapport annuel de l'ONG burkinabé Réseau national de **lutte anti-corruption** est remarquable par sa méthode et sa rareté dans cette région du monde.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

## Espagne



Le ministère des Finances et de la Fonction publique vient de diffuser un rapport sur **les avancées de l'administration électronique**. Désormais, **plus de 95 % des services aux citoyens et aux entreprises** peuvent s'effectuer en ligne, et près de 40 millions d'Espagnols (soit 85 %) disposent de signatures électroniques. En 2013, près de **70 % des échanges effectués avec l'Administration l'ont été par voie électronique**. Plus rapides, plus sûres, les démarches en ligne permettent des économies estimées pour 2012 et 2013 à quelque trente et un milliards d'euros. La dématérialisation a également permis la simplification de nombreuses normes administratives et les administrations sont de plus en plus interconnectées.

[en savoir plus](#)

## Royaume-Uni



Le [rapport](#) du médiateur du Gouvernement local fait état d'une **forte hausse des plaintes** concernant des soins aux adultes. De son côté, Julie Mellor, la médiatrice du Parlement et du Système de santé, à l'instar d'un [rapport](#) de la Commission des services publics du Parlement en avril dernier, préconise de créer un **médiateur unique** traitant les questions de santé locales et nationales, mais aussi les problèmes liés aux **services publics de proximité**. La réunion des informations permettra de mieux corriger les déficiences des politiques publiques à tous les niveaux administratifs. Avec comme objectif un meilleur usage des plaintes, le Cabinet Office examine les rôles et les pouvoirs des médiateurs existants.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

## 4 - Gestion des ressources humaines

### Brésil



Une loi réservant **20 % des recrutements « aux Noirs et aux Métis »** dans l'Administration a été promulguée le 9 juin. Ces nouveaux quotas s'appliquent, pour l'instant, pour une période de dix ans. La présidente, Dilma Rousseff, justifie ainsi cette loi : « Nous avons commencé ce changement dans la composition « raciale » des fonctionnaires de l'administration fédérale pour qu'elle soit **plus représentative de la population** brésilienne. C'est seulement le début. Nous espérons que cette loi servira d'exemple pour **l'adoption de mesures similaires dans les autres pouvoirs et organismes fédéraux** ainsi que dans les entreprises et les organisations privées ».

[en savoir plus](#)

### États-Unis



Le gouvernement fédéral a perdu entre 2011 et 2013 **un total de 61 400 emplois** (sur un effectif global de 2 046 000), du fait des coupes budgétaires, du « séquestre » (chômage technique) et du gel des embauches, indique une récente étude d'OPM (Office of Personnel Management, agence RH fédérale). Ces pertes n'ont cependant **pas affecté tous les États de manière égale**. Les plus importantes concernent l'État de Washington D.C., la Californie et la Pennsylvanie, tandis que d'autres États comme le Maryland « gagnaient », en revanche, de nouveaux emplois fédéraux. Ces créations découlent principalement de **réorganisations internes** au ministère de la Défense (Defense Department).

[en savoir plus](#)

### Italie



Matteo Renzi et Marianna Madia, nouvelle ministre de la Fonction publique, viennent de diffuser leur **projet de réforme pour les administrations**. Autour de trois grands axes (concertation, chasse aux gaspillages et réorganisation, « Open Data » comme instrument de transparence et de simplification). Les mesures (**recrutement de dix mille jeunes fonctionnaires**, flexibilité et temps partiel, **contrats à durée déterminée pour les dirigeants**, contrôles financiers accrus...) font l'objet d'un large débat avec les agents publics qui ont été invités à envoyer leurs suggestions et remarques par mail à l'adresse [rivoluzione@governo.it](mailto:rivoluzione@governo.it) jusqu'au 30 mai.

[en savoir plus](#)

### Suède



La deuxième ville du pays – Göteborg – expérimente depuis le 1<sup>er</sup> juillet **la journée de six heures** (soit 30 heures par semaine, avec maintien du niveau de rémunération). Pour ce faire, les **personnels de deux services municipaux ont été répartis selon les deux modèles horaires** (six ou huit heures). Au terme de cette expérience qui durera un an, une **évaluation détaillée portant sur la productivité et l'absence pour maladie** sera réalisée. Mats Pilhem, maire adjoint de la ville, est convaincu de la réussite de ce projet. Ses opposants, en revanche, citent l'exemple de Kiruna, dans le Nord du pays, qui avait déjà tenté l'expérience et y avait mis un terme, au bout de seize ans, en 2005.

[en savoir plus](#)

---

**INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLENE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GENERALE  
REDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN  
ÉQUIPE DE REDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, FABIEN CARDONI,  
CLAIRE FARGEOT-BOLL / GENEVIÈVE RAFFAELLI  
REALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



MINISTÈRE  
DES FINANCES  
ET DES COMPTES  
PUBLICS

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DU REDRESSEMENT  
PRODUCTIF  
ET DU NUMÉRIQUE